



**RES
ILIEN**

MANIFESTE:

« L'INJUSTICE N'EST JAMAIS DURABLE ! »

© Les Résilients

Introduction

Construisons le paradigme nouveau du XXI^e siècle : écologie populaire et justice sociale.

Résilience est un mouvement étudiant qui se positionne contre toutes les formes d'injustices auxquelles l'ensemble de la jeunesse est confronté : étudiant-e-s, jeunes travailleur-se-s, lycéen-ne-s mais aussi des autres couches de la société : travailleur-se-s, personnes privées d'emploi et retraités.

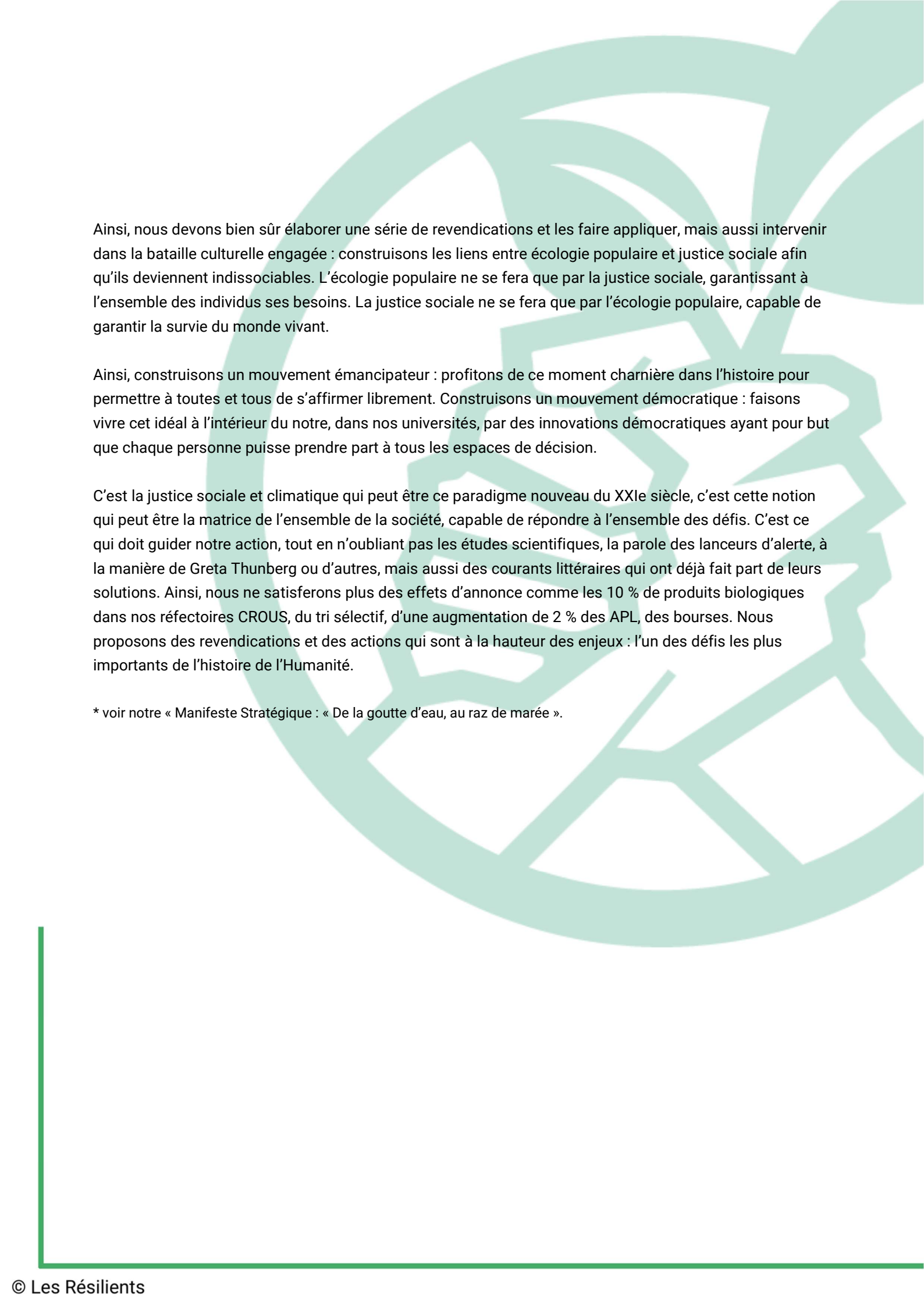
Nous constatons malheureusement qu'à cause de décisions politiques et de notre mode de production actuel, nous sommes confronté-e-s à un ensemble de dysfonctionnements. Nos lieux d'études, nos universités sont souvent dans un état déplorable : des étudiant-e-s n'ont pas de place dans nos amphis, nous sommes parfois 35 ou 40 dans des classes de TD, etc.

Non, l'égalité des chances même dans un pays comme le nôtre n'existe pas, pire, l'accès aux études supérieures pour la première fois depuis sa démocratisation pour toute une partie de la population, subit un net recul. Ce résultat provient d'un sous-investissement chronique de l'État dans nos services publics, en particulier ceux qui concernent l'Enseignement Supérieur et la Recherche. Pour paraphraser certains professeurs, nous avons « les meilleures universités low-cost du monde ». À titre d'exemple, le budget de l'université Paris 1 est de plus de 200 M d'euros en 2018, contre 4,4 Milliards d'euros pour l'université de Cambridge, un budget environ 20 fois supérieur donc.

Ainsi, on comprend dès lors, par ces chiffres que nous devons changer de système. Il s'agit de le refonder totalement d'autant plus, que nous sommes confrontés au dérèglement climatique. En effet, cette nouvelle doit modifier totalement nos manières d'étudier, d'enseigner, de mener nos activités de recherche. C'est un changement sociétal profond qui nous attend.

En conséquence, face à ces changements majeurs, nous devons être capables de formuler des propositions concrètes et une vision de société nouvelle. Nous devons répondre à ce besoin pour calmer les inquiétudes, légitimes, de notre génération : nous allons payer les pots cassés d'un modèle industriel et économique que nous n'avons pas choisi, mais dont nous avons en partie bénéficié. En partie, seulement, car depuis plusieurs décennies, à cause de certaines politiques publiques, les fruits de la croissance économique sont de plus en plus inégalement répartis. Pour résumer, nous ne devons pas exiger une sobriété énergétique à celles et ceux qui ne peuvent déjà pas se chauffer pour des raisons économiques.

Nous devons élaborer cette vision de la société, construire un paradigme complètement nouveau, répondant à l'ensemble des enjeux, qui sont nombreux et exigeants. C'est la raison pour laquelle nous devons transformer la société, c'est ce qui justifie notre mouvement. À l'heure où certains proposent des formes d'écologie ne bénéficiant qu'à une minorité, nous devons faire en sorte que l'adaptation ne se fasse pas dans la « douleur » pour la majorité qui n'en est responsable que partiellement.



Ainsi, nous devons bien sûr élaborer une série de revendications et les faire appliquer, mais aussi intervenir dans la bataille culturelle engagée : construisons les liens entre écologie populaire et justice sociale afin qu'ils deviennent indissociables. L'écologie populaire ne se fera que par la justice sociale, garantissant à l'ensemble des individus ses besoins. La justice sociale ne se fera que par l'écologie populaire, capable de garantir la survie du monde vivant.

Ainsi, construisons un mouvement émancipateur : profitons de ce moment charnière dans l'histoire pour permettre à toutes et tous de s'affirmer librement. Construisons un mouvement démocratique : faisons vivre cet idéal à l'intérieur du notre, dans nos universités, par des innovations démocratiques ayant pour but que chaque personne puisse prendre part à tous les espaces de décision.

C'est la justice sociale et climatique qui peut être ce paradigme nouveau du XXI^e siècle, c'est cette notion qui peut être la matrice de l'ensemble de la société, capable de répondre à l'ensemble des défis. C'est ce qui doit guider notre action, tout en n'oubliant pas les études scientifiques, la parole des lanceurs d'alerte, à la manière de Greta Thunberg ou d'autres, mais aussi des courants littéraires qui ont déjà fait part de leurs solutions. Ainsi, nous ne satisferons plus des effets d'annonce comme les 10 % de produits biologiques dans nos réfectoires CROUS, du tri sélectif, d'une augmentation de 2 % des APL, des bourses. Nous proposons des revendications et des actions qui sont à la hauteur des enjeux : l'un des défis les plus importants de l'histoire de l'Humanité.

* voir notre « Manifeste Stratégique : « De la goutte d'eau, au raz de marée ».

PARTIE I : Une société « Résiliente »

- 1) Le respect des limites planétaires
- 2) Une émancipation individuelle et une réelle démocratie
- 3) Une économie libératrice au service de la société
- 4) Un État comme véritable vecteur de changement écologique, social et démocratique
- 5) Une solidarité écologique
- 6) Une culture régénératrice
- 7) Stop au « progrès » de l'aliénation, vive le progrès de la libération !
- 8) Le refus des fausses solutions en terme énergétique
- 9) Une agriculture résiliente
- 10) Une société sans discriminations

PARTIE 2 : Pour un système éducatif résilient

- 1) Hausse du niveau de qualification d'une population, une question d'intérêt général
- 2) Pour un savoir gratuit, accessible
- 3) Pour un service public de l'éducation de qualité
- 4) Démocratisation de l'enseignement supérieur
- 5) Contre la mise en concurrence des universités et de la recherche
- 6) Entre étudiants, favoriser la coopération intelligente plutôt que la concurrence inefficace
- 7) En finir avec la pauvreté étudiante
- 8) Révolutionner les pratiques pédagogiques
- 9) Un plan éducatif pour répondre aux enjeux de notre ère
- 10) Les campus, véritables lieux de vie
- 11) Transformer les campus



PARTIE I : UNE SOCIÉTÉ RESILIENTE

Tout ce qui est bâti sur l'injustice s'effondrera un jour. Donc une des caractéristiques principales de tout projet de société et de fac, c'est-à-dire de référentiel de justice, doit être de poser un cadre de réflexion permettant la vie de nos sociétés dans la durée.

Les notions de développement durable, ou encore de transition écologique sont obsolètes. Notre société dite « capitaliste » n'est pas durable. Donc, vouloir la verdir artificiellement tout en restant dans une optique consumériste et productiviste est une utopie. Idem pour la notion de « Transition », si celle-ci implique une transition du « capitalisme » au « capitalisme vert » elle n'a aucun sens. En parallèle, l'écologie est une donnée essentielle, mais elle n'est pas non plus isolée. Les questions d'inégalités sociales, de démocratie, de discrimination sont des paramètres tout aussi importants. Par conséquent une véritable vision de société ne peut se faire qu'à travers ces différents prismes.

Anticapitalisme

Par conséquent la notion de « Résilience » nous semble particulièrement intéressante. Elle doit être entendue comme une notion s'appliquant à une infinité de thématiques, permettant à une société d'être

durable, c'est-à-dire capable de résister à des chocs internes et externes dans la durée. Cependant il ne suffit pas de s'affirmer comme « durable » pour l'être réellement. En 2018, un rapport d'Oxfam montre que 26 personnes possèdent autant que 3 800 000 000 d'autres personnes. Ou encore, dans le rapport de Thomas Piketty, il précise que 10 % des pays les plus riches émettent 50 % du CO2 mondial, alors que les 50 % les plus pauvres n'en consomment que 13 %. Cette société n'est pas durable, c'est une bombe à retardement en termes de conflits sociaux et environnementaux... voire de conflit tout court. En bref, parler d'une « Société résiliente » revient à parler d'une société véritablement écologique, sociale et démocratique.

En parallèle nous ne sommes ni des théoriciens politiques chevronnés ni des experts scientifiques ou économiques. Notre objet n'est donc pas de refonder ces disciplines avec le texte suivant. Notre objectif est uniquement de définir les points qui nous semblent essentiels pour répondre à la question « Pourquoi nous battons nous ? » et plus précisément « Pour quelle société ? ». Notre réflexion s'appuie sur la science, les expériences concrètes, l'histoire de la pensée écologique et des luttes.

Cette vision est par définition abstraite et constitue un « horizon ». Elle est courte, synthétique et déclinée en une dizaine de points. Elle sera détaillée, enrichie, et rendue plus concrète à travers les revendications nationales et locales.

1) LE RESPECT DES LIMITES PLANÉTAIRES

Le respect des limites planétaires doit être une priorité absolue pour nos sociétés. Une attention particulière doit être portée au climat et à la biodiversité qui ont en eux-mêmes les conditions de la survie de l'humanité et de la résilience de nos sociétés.

Ces limites planétaires sont :

- Limiter le changement climatique en dessous du seuil des 1,5 ° ;
- Limiter l'érosion de la biodiversité et tendre au maximum à son taux d'extinction « normal » c'est-à-dire inférieur à < 10 espèces par an sur un million ;
- Limiter la perturbation des cycles biochimiques de l'azote et du phosphore.
- Avoir un usage raisonné des sols
- Limiter l'acidification des océans ;
- Limiter les aérosols atmosphériques
- Préserver l'eau douce
- Limiter la pollution chimique et plus largement l'introduction d'entités nouvelles dans la biosphère

2) UNE EMANCIPATION INDIVIDUELLE ET UNE REELLE DEMOCRATIE

Par principe, l'individu doit pouvoir évoluer dans un cadre collectif, choisi en pleine conscience, lui permettant de pouvoir s'épanouir, poursuivre ses aspirations et développer sa créativité sans limites. Il doit pouvoir librement quitter ce cadre si celui-ci ne lui convient plus. Par conséquent nous refusons toute forme d'aliénation, pouvoir illégitime, ou autorité allant à l'encontre de l'émancipation de l'individu. Un véritable cadre collectif résilient ne peut avoir lieu que dans le respect et la pluralité des structures qui le composent. L'humanité possède des droits individuels, collectifs, politiques et sociaux inaliénables. Ceux-ci doivent être à la fois consolidés et étendus à d'autres thématiques comme l'environnement ou les nouvelles technologies.

Un pluralisme politique est une condition indispensable à une réelle démocratie. Le modèle actuel est profondément insuffisant et doit être révisé en profondeur vers plus de démocratie directe. De plus, le modèle d'organisation politique actuel, sur des points comme la représentativité des élus, la démocratie directe ou le choix des procédures de décision collective, est hautement perfectible. Nous défendons ainsi un changement radical de notre modèle d'organisation politique et encourageons toutes les formes d'innovation démocratique au niveau local, national, international ou même à l'intérieur des organisations militantes, associatives, économiques, partisans...

3) UNE ECONOMIE LIBERATRICE AU SERVICE DE LA SOCIETE

L'économie doit être libératrice pour l'Homme et la société et non aliénante.

Elle doit permettre d'assurer les nécessités matérielles des générations présentes, sans nuire à celle des générations futures, et ce pour permettre à l'individu de développer son plein potentiel. Par conséquent nous devons revoir profondément notre rapport à l'accumulation de richesses, au productivisme, au consumérisme et à la financiarisation à outrance.

Le « capitalisme vert » ou tout modèle de « financiarisation verte » ne peut en aucun cas constituer un projet de transformation sociale.

Plus concrètement cela passe par un renforcement du rôle de l'État pour mener à bien les défis de notre ère que sont la transition énergétique et la redistribution des richesses. Pour ceci il est impératif de-

financiariser l'économie en vue de la reconnecter à l'économie réelle et en particulier à l'économie locale. Face aux transnationales et leur logique prédatrice (lobbying, monopole...) nous devons défendre une économie mixte, affranchie de la contrainte des profits à court terme. Celle-ci doit, favoriser le temps long en respectant des normes exigeantes (protectionnisme solidaire, pénalisation des écocides, règle d'or environnementale).

Mais encore il est indispensable de sortir des schémas de l'hyperconsommation (agression publicitaire, obsolescence programmée, création de besoins artificiels...) pour se recentrer sur nos besoins réels en termes de biens et services. Enfin concernant les banques il faut limiter leur taille en distinguant leurs activités bancaires de leurs activités financières. En parallèle de cette lutte systémique, il faut créer de réelles alternatives crédibles souhaitables et locales. Que cela soit par des monnaies alternatives, des alternatives économiques (ESSE, Économie circulaire, troc, système alternatif...).

La plus grande bataille se situant évidemment sur le plan idéologique et culturel c'est à dire dans la construction d'un nouveau paradigme économique et en sa diffusion.

4) UN ETAT COMME VERITABLE VECTEUR DE CHANGEMENT ECOLOGIQUE, SOCIAL ET DEMOCRATIQUE

Les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes et l'État doit être un véritable vecteur de changement écologique, social et démocratique.

Donc toute concentration arbitraire et excessive du pouvoir politique ou économique entre quelques-uns est dangereuse et mortifère. Toute forme d'influence directe ou indirecte d'intérêts privés dans les structures représentant le bien général doit être très fortement encadrée.

Cependant une structure étatique, en tant que réelle représentante du bien général, nous semble possible et souhaitable. Celle-ci doit se faire en complémentarité et subsidiarité d'autres niveaux de décisions, notamment locaux.

Cette structure étatique doit pouvoir gérer les questions comme celle de la diplomatie, la sécurité, la législation, le cadre général de l'économie ou encore de mutualisation (retraites, sécurité sociale...). Toutes ces questions par nature ne peuvent être gérées par des intérêts privés. De plus l'État doit avoir une capacité d'impulsion majeure sur toutes les échelles géographiques et sur toutes les questions d'inégalités

sociales, de transition écologique ou encore de discrimination. Cette intervention doit se faire aussi dans la construction de résiliences locales. Il faut re-territorialiser l'économie, la production énergétique...

5) UNE SOLIDARITE ECOLOGIQUE

La notion de solidarité actuelle, anthropocentrée et basée sur les générations présentes doit être profondément revisitée pour aboutir à une notion de « solidarité écologique », c'est-à-dire étendue à l'ensemble de la biosphère et aux générations futures.

Par conséquent il est essentiel d'accorder de véritables droits à la nature et créer les outils juridiques pour pouvoir les faire respecter. En parallèle il est impératif de réfléchir à la transition écologique en termes de justice environnementale. Ce n'est aucunement aux personnes déjà fragilisées par une paupérisation de payer le coût de la transition. Les principaux pays pollueurs ont une responsabilité face aux conséquences de leurs actes. Cela passe notamment par le fait de traiter avec humanité et respect les questions de déplacements de populations pour des raisons environnementales (réfugiés climatiques...).

Une société résiliente ne peut exister que dans le plus profond respect de toutes les formes de vie.

6) UNE CULTURE REGENERATRICE

Nous considérons qu'un mode de vie sobre, en lien avec la nature, et enrichi de relations humaines et de beauté, est plus désirable que la recherche perpétuelle du profit.

Le rapport de l'individu à soi, à ses proches ou à ses semblables doit être placé sous le signe de la bienveillance. L'Humanité doit être régénératrice pour elle-même et non toxique. Un environnement sain et esthétique est un droit fondamental de l'Humanité. Chacun doit pouvoir vivre sans que sa santé soit affectée. De plus, la beauté, qu'elle soit naturelle ou issue de l'Homme doit être le plus largement accessible. Il en va de même pour la culture.

La concentration abusive de population dans des espaces urbains réduits doit être évitée. Au contraire la géographie urbaine doit être pensée pour offrir un contact le plus direct possible à une part le plus large de la population possible. Il est impératif de revoir notre rapport capital/Province, Ville-Campagne, Métropole et DROM-TOM.

7) STOP AU « PROGRES » DE L'ALIENATION, VIVE LE PROGRES DE LA LIBERATION

La notion d'un progrès illimité et sans borne, avec comme corollaire l'Homme « maître et possesseur de la nature » doit être banni. Le contact avec la technologie ne doit pas se faire au détriment de l'humanité et de la nature. Il faut redéfinir profondément la notion de progrès, de technique et de technologie dans nos sociétés. Ceux doivent être libérateurs pour l'Humanité, c'est-à-dire rester un moyen au service d'une fin et non une fin en soi. Toutes les questions de génétique et de transhumanisme doivent être traitées avec vigilance et éthique. Le savoir doit être le plus largement diffusé et mutualisé.

Même si la science n'est pas le seul critère permettant de construire notre projet de société, notre vision et nos revendications doivent être enrichies par les meilleures données issues d'un consensus scientifique.

8) LE REFUS DES FAUSSES SOLUTIONS EN TERME ENERGETIQUE

Notre modèle énergétique basé sur une surexploitation des énergies fossiles doit être profondément revisité.

Nous nous opposons au défaitisme qui consisterait à dire qu'il est impossible de sortir du tout pétrole, dans la même mesure où nous refusons de considérer le nucléaire comme une énergie d'avenir ou de transition.

En effet, la sobriété énergétique doit être l'objectif premier de nos politiques énergétiques. La stratégie nationale Bas Carbone est beaucoup trop timide sur cette question. De plus, la part des énergies renouvelables doit être largement augmentée dans le mix énergétique français. En couplant une augmentation de la production d'énergies renouvelables avec des mesures de sobriété énergétique, la part du nucléaire et des énergies fossiles réduira considérablement.

En outre, les gouvernants doivent prendre part activement à la transition énergétique en déployant des moyens de manière conséquente, et dans une optique de justice sociale.

9) UNE AGRICULTURE RESILIENTE

Notre modèle de production alimentaire, basé sur la monoculture intensive, la manipulation et l'appauvrissement de notre patrimoine génétique, la souffrance animale et la dégradation de la biodiversité n'est pas soutenable. Nous défendons ainsi une transition vers un modèle basé sur une agroécologie et un mode de culture résilient.

Agriculture biologique, Agriculture de Conservation des Sols (ACS), semis direct, et végétalisation des cultures pour un approvisionnement local doivent être les maîtres mots d'une politique agricole ambitieuse pour le vivant.

Toute la chaîne, de la production à la consommation des produits devra être révisée de manière à assurer les débouchés pour ces productions. Il s'agira également d'encourager la culture de fruits et légumes adaptés aux évolutions du climat et aux saisons. Il en va de la sécurité alimentaire de nos territoires, de la préservation de la biodiversité et de la santé publique.

10) UNE SOCIETE SANS DISCRIMINATIONS

Nous voyons les discriminations comme une relation de domination qui se fonde sur une hiérarchie entre des groupes humains, utilisées pas ses auteur-ices pour justifier d'agressions ou de privilèges.

Le problème étant que nous ne pouvons pas prétendre à une société résiliente, si nous ne mettons pas un terme aux rapports de domination sur l'individu. D'une part, car ils constituent une atteinte à l'équilibre des personnes, d'autre part, car ils sont la cause du bouleversement social et écologique dans la société. De même, nous ne pouvons éradiquer les autres discriminations, lorsque les individus ont intériorisé au plus profond d'eux-mêmes comme juste la logique de domination portée par la société libérale. Le capitalisme-libéral est par essence l'incarnation des discriminations.

Pour résilience, la lutte contre les discriminations est limitée par la société libérale. Les conséquences du capitalisme-libéral s'appellent les inégalités sociales. Ces inégalités ont des effets cumulatifs sur les autres discriminations, car elles conduisent à fragiliser l'intégration de l'individu discriminé. Ce sont aussi les individus les moins favorisés socialement qui sont le plus souvent touchés par les discriminations. En on peut en déduit que les inégalités fracturent la population et renforcent le discriminant dans sa condition de dominant.

Les discriminations, même les plus violentes n'ont jamais disparu et persistent. On constate également une forme de discrimination qui continue d'exister, sous une forme résiduelle, expressions culturelles faisant appel à des préjugés, stéréotypes ou clichés, celles-ci ne sont pas amenées à disparaître tant que les logiques d'inégalités auront cours dans la société.

ou encore sous la forme du racisme ordinaire qui est la pratique banalisée du racisme dans un comportement social commun. Dans cette conception, le racisme persévère même lorsque les idéologies ne nous incitent pas à nous détester. Il signifie que les membres d'un groupe dominant favorisent automatiquement les membres de leur propre groupe, non pas parce qu'ils veulent vivre avec eux mais parce qu'ils estiment que les vies blanches sont culturellement supérieures.

Ces discriminations qui sommeillent renforce le fait que nous devons rompre définitivement avec les discriminations pour faire place à la résilience. D'autant que de l'expression ordinaire à l'expression assumée, il n'y a qu'un pas. En ne luttant pas contre ces formes de racistes, on s'expose à une recrudescence des formes de racismes plus violentes.


C'est là, une grande supercherie que connaît notre société. On fait croire sciemment que les discriminations peuvent ne plus exister alors qu'on permet délibérément leur existence, pour assurer l'existence du système de domination libéral. En réponse, on résume qu'à travers des arguments structurels (coutumes et conventions) l'existence des discriminations. Les individus racistes se voient, et à raison, reprocher leur comportement, mais on continue d'omettre les causes qui ont conduit à l'aboutissement de ces comportements. Le mal est si profond, que nos propres institutions adoptent des politiques discriminantes en approuvant par la même la théorie raciale, notamment par les politiques d'immigration, nous ne regardons plus l'humain pour ce qui l'est.

Il y a là une forme d'hypocrisie notoire.

S'agissant du sujet environnemental, le réchauffement climatique ne connaît ni les riches, ni la nationalité, ni le genre, ni aucune étiquette issue de l'imaginaire. C'est pourquoi, le sujet doit mobiliser l'ensemble de la population. Toutefois, le risque pour que certaines populations soient désignées comme plus concernées est réel. Notre attention se porte vers une pensée qui pourrait se développer et interpréter que le changement environnemental est un phototype lointain, celle-ci ne concernant que les peuples du tiers monde ou les plus défavorisés.

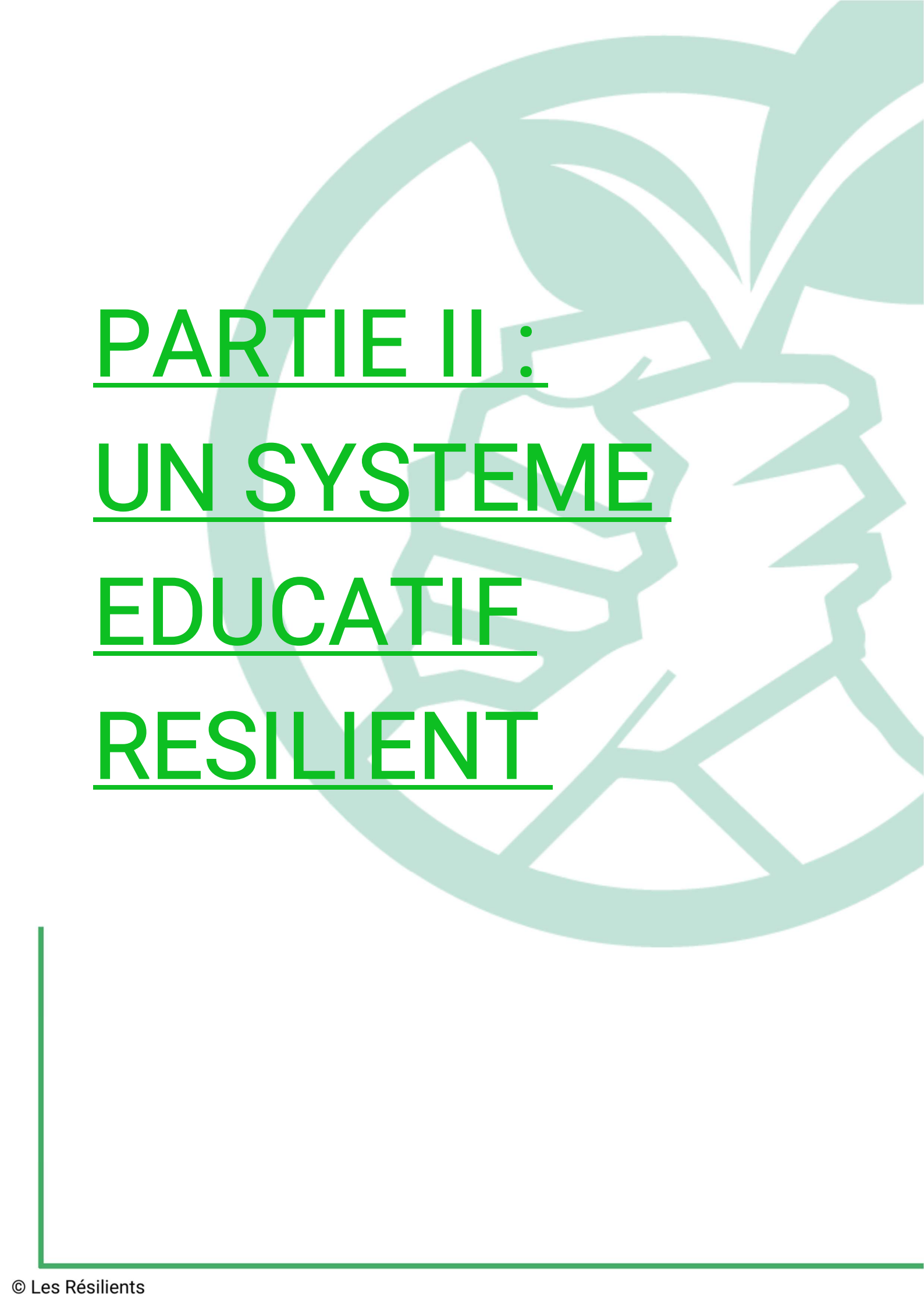
L'identité est un sujet trop souvent ignoré et pourtant il conduit à des dérives insupportables sur le rapport de l'individu à soi-même, comme la surconsommation ou sur la publicité qui ne vise qu'à conforter l'individu dans des stéréotypes préétablis. Or notre identité peut être cultivée différemment.

Résilience souhaite se réapproprier ce sujet pour qu'il soit enfin gage de diversité. Car constatons-le, l'identité obsède les mœurs. Par exemple, la question des origines ethniques est sur toutes les lèvres, dis-moi comment tu t'appelles, je te dirais comment te traiter, le constat est le même pour l'identité de genre.



Le problème ne se trouve pas tant sur comment nous avons appris à nous définir communément, mais davantage sur quelles limites cela crée, car de fait ce constat est aux antipodes de nos propres émotions. Résilience souhaite donc donner la possibilité à chaque individu de pouvoir disposer de leur propre identité pour faire place à l'identité culturelle éprouvée, être une femme, un homme, aucun des deux, être Français ou Sénégalais, avoir 20 ou 60 ans, s'appeler Sganarelle ou Ella. C'est donc indubitablement un désengagement de l'état sur l'état civil, composante de la vie privée.

Notre projet, est de faire prendre conscience du sujet est de permettre la régénération de nos corps en rompant drastiquement avec ce qu'on a identifié comme le principal problème de notre société, le capitalisme-libéral, pour permettre la mutation sociale.



PARTIE II :
UN SYSTEME
EDUCATIF
RESILIENT

Tout système éducatif est le reflet de la société dont il est issu. Toute bifurcation du modèle sociétal doit être pensée et accompagnée par une refonte du système éducatif.

1) HAUSSE DU NIVEAU DE QUALIFICATION D'UNE POPULATION, UNE QUESTION D'INTERET GENERAL

Pour mener une transition écologique et sociale de notre société, nous devons disposer d'une population qualifiée disposant de savoirs et compétences adéquats. En effet, comment produire de l'hydrolien sans personnel qualifié ? En somme, comment mener une politique ambitieuse nécessitant des prouesses techniques sans s'en donner les moyens ?

2) POUR UN SAVOIR GRATUIT, ACCESSIBLE

Le savoir fait aujourd'hui l'objet d'appropriations. Il est une marchandise qui s'échange et se monnaie comme une autre au détriment de l'intérêt général. Dans l'enseignement supérieur en France, cette marchandisation du savoir s'illustre notamment à travers le développement des grandes écoles ou universités privées, prépa privée et la privatisation galopante de la recherche scientifique. En fermant les portes du savoir au grand nombre, il est inévitable que nous assisterons à un appauvrissement global de la qualité des connaissances échangées. En effet, plus la connaissance est partagée plus elle peut être perfectionnée.

3) POUR UN SERVICE PUBLIC DE L'EDUCATION DE QUALITE

Pour permettre l'accélération de la privatisation, une stratégie de pourrissement du service public de l'éducation a été mise en place. Le service public se retrouve à fonctionner dans des conditions précaires (locaux délabrés, enseignants sous-payés, surcharge des capacités d'accueil...), incitant les plus aisés à se tourner vers d'autres alternatives privées.

L'éducation est un investissement pour l'avenir, il permet à la société de se dépasser de génération en génération dans une perspective de développement durable (protection contre le chômage, diminution du taux de criminalité...). En ce sens, il est impératif que le service public de l'éducation puisse bénéficier **PRIORITAIREMENT** de crédits suffisant pour assurer un fonctionnement optimal.

4) DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'accroissement démographique et l'augmentation du nombre de bachelier-e-s souhaitant poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur est d'intérêt général, car elle permet la hausse du niveau de qualification de la population (cf. 1).

Au-delà, avec le développement de la formation permanente, l'enseignement doit s'adapter et proposer des cursus et aménagement facilitant cette poursuite/reprise d'étude tout au long de la vie.

Néanmoins, cette démocratisation doit se faire dans de bonnes conditions. Il est impératif que les fluctuations de la population universitaire soient **ACCOMPAGNÉES** et **ANTICIPÉES**.

5) CONTRE LA MISE EN CONCURRENCE DES UNIVERSITES ET DE LA RECHERCHE

Nous assistons depuis plusieurs décennies, à une mise en concurrence accrue de tous les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, que ce soit au niveau national ou international. En effet, différents processus se mettent en place à cause d'une logique néo-libérale, privilégiant la réduction des coûts, la réduction de la participation des financements publics dans les budgets, l'autonomisation des universités ou encore une recherche soumise aux règles de la compétition avec recherche de bénéfices à court terme au détriment d'une recherche libre et non intéressée.

Ces processus ont vu le jour notamment par le biais du processus de Bologne, partagé par tous les pays membres de l'Union européenne, mettant en place une feuille de route que les différents pays doivent mettre en œuvre.

Nous devons nous positionner comme les garants du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche : en refusant les logiques managériales héritées du privé, en refusant les fonds de grandes

entreprises qui souhaitent modifier les plaquettes pédagogiques pour une meilleure adaptabilité de la future main-d'œuvre au marché du travail, la création d'un système à 2 vitesses ; entre les grandes facultés, avec une vraie activité de recherche et des « facs-poubelles » bornées uniquement aux activités d'enseignement.

En cela, nous sommes opposé·e·s à l'entrée du secteur privé à l'université, contre toutes tentatives de dérégulation.

6) ENTRE ETUDIANTS, FAVORISER LA COOPERATION INTELLIGENTE PLUTOT QUE LA CONCURRENCE INEFFICIENTE

Les différentes offensives néolibérales à l'encontre de l'Université ont été également les aboutissants d'une restriction du droit à l'éducation et du principe d'égalité devant ce droit ainsi que de la mise en place d'un dispositif de sélection sociale.

Nous assistons à un processus global de réduction du droit à l'éducation et à une volonté de mise en concurrence entre les étudiant·e·s. Si cette sélection mise en œuvre par la loi ORE et la sélection en master I est défendue par certain·e·s dans une logique de mérite et d'investissement personnel, la réalité est toute autre. D'une part, les inégalités face aux parcours d'apprentissage ne sont pas prise en compte, d'autre part, les capacités d'accueil dans les diplômes sont réduites à l'heure d'une augmentation générale du nombre d'étudiant·e·s, laissant sur la touche de nombreux jeunes désireux d'apprendre et d'obtenir des débouchés. Ce système ne fait ainsi que renforcer les inégalités déjà prépondérantes dans nos sociétés.

Au-delà, il nous apparaît que la perspective d'une mise en concurrence des étudiant·e·s entre eux et elles ne mènent pas à davantage d'efficacité, de réussite des parcours scolaires ni de réussite en termes d'orientation. Il apparaît que la contrainte de la sélection est avant tout aujourd'hui imposée par « des contraintes budgétaires ».

7) EN FINIR AVEC LA PAUVRETE ETUDIANTE

Les étudiants sont largement touchés par la précarité voire l'extrême précarité. Cette situation inacceptable pousse plus d'un tiers des étudiant·e·s à choisir entre une survie matérielle et la réussite universitaire, combinant souvent plusieurs emplois. L'accroissement des inégalités entre étudiants et du taux d'échec

scolaire doit être combattu par la mise en place d'aides étudiantes largement revalorisées, ainsi que par un dispositif d'accompagnement social personnalisé digne de ce nom.

8) REVOLUTIONNER LES PRATIQUES PEDAGOGIQUES

Afin de démocratiser l'accès à l'enseignement supérieur (cf. 4) et de permettre la hausse du niveau de qualification de la population (cf. 1), il apparaît nécessaire de revoir nos méthodes d'enseignement.

En effet, le modèle des cours magistraux indigestes et favorisant « le bachotage » au détriment de l'acquisition de compétences doit être écarté au profit de travaux pratiques en petits groupes.

La transdisciplinarité doit être mise en avant avec un accompagnement personnalisé des parcours, la segmentation des matières étudiées menant à une mauvaise compréhension globale des notions à maîtriser.

Au-delà, il doit être mis en avant la nécessité de s'approprier les outils numériques à des fins pédagogiques pour permettre une diffusion du savoir à plus grande échelle.

9) UN PLAN EDUCATIF POUR REpondre AUX ENJEUX DE NOTRE ERE

Notre système éducatif est aujourd'hui sujet à de nombreuses pressions issues des acteurs économiques privés. On voit apparaître des formations universitaires financées par des entreprises, avec leurs intérêts particuliers. Cette démarche est bien souvent entreprise sous le prétexte d'ouvrir l'enseignement au monde du travail et aux enjeux contemporains de notre société.

Si l'école de la république doit prendre en compte et répondre aux enjeux de notre ère (transition énergétique, révolution du numérique...) elle ne peut en aucun cas être soumise à des intérêts privés.

Autrement, l'Etat, motivé par l'intérêt général, se doit d'opérer une planification éducative, proactive, afin de répondre aux bouleversements qui nous attendent (adaptation des programmes, développement de nouvelles formations...)

10) LES CAMPUS, VERITABLES LIEUX DE VIE

Les espaces d'enseignement supérieur sont des lieux de vie. Au-delà des enseignements dispensés, ce sont des lieux de coopérations et de coproduction du savoir et du vivre ensemble.

Cette vie du campus permet l'émancipation intellectuelle, artistique, culturelle et citoyenne au travers du tissu associatif local. Elle est bénéfique au bien-être étudiant et développement personnel.

Au regard de l'importance de ces synergies et dynamiques locales, il nécessaire de leur apporter une véritable attention, un financement et un accompagnement pour les soutenir dans leurs démarches. C'est par ailleurs une opportunité pour refonder la démocratie étudiante et la doter de davantage de visibilité et d'importance, et permettre ainsi une re-politisation progressive des étudiant-e-s.

11) TRANSFORMER LES CAMPUS

Les infrastructures doivent être adaptées prioritairement, dans le cadre de la planification écologique, car elles permettront aux générations futures d'adapter leurs réflexes et comportements.

Cette transformation passe notamment par :

- L'alimentation doit être revue pour tendre vers une proposition végétalienne à tous les repas, tant dans les restaurants universitaires que dans les cafétérias.
- Le logement étudiant devra se doter de Bâtiment Basse Consommation pour tous les étudiants et permettre la mutualisation de certains espaces et objets.
- Les campus doivent tendre à devenir des campus à énergie positive. Pour cela il est impératif qu'ils établissent un bilan carbone tous les ans.
- La question de la mobilité doit être envisagée afin de permettre à tous les personnels et étudiants d'accéder aux campus de manière écoresponsable.
- L'urbanisme en matière d'enseignement est capital : étudier dans des lieux visuellement beaux et conçus pour un enseignement plus proche des étudiants.
- Les campus doivent être des sanctuaires de la biodiversité. En effet, le béton des bâtiments les cours dans les préfabriqués ne permettent pas de garantir un lien essentiel avec la nature.